



Date : 14/07/2006

Développement des bibliothèques gouvernementales ; une expérience de collaboration stratégique dans le domaine des sciences sociales

Dra. Ma. Elena Dorta-Duque
Directora de Información Científica y
Técnica Instituto Superior de
Relaciones Internacionales Cuba

Traduit par :
Jacques Hellemans,
Alexandra Bruneel et
Maria Munoz Reja Gallurt
(Université Libre de Bruxelles, Belgique)

Meeting:	110 Social Science Libraries with Government Libraries
Simultaneous Interpretation:	No

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 72ND IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
20-24 August 2006, Seoul, Korea
<http://www.ifla.org/IV/ifla72/index.htm>

Un des principaux objectifs des recherches effectuées dans le domaine des sciences sociales est d'appuyer la prise de décision concernant les plans, la politique et les pratiques des organismes de l'administration.

Différents canaux s'offrent aux décideurs qui veulent prendre connaissance de l'information souhaitée. Parmi ceux-là, nous pouvons citer les contacts directs, la consultation spécialisée, les experts, les comités de conseillers, les médias, les universités, les réseaux d'information spécialisés, les sites WEB, les bureaux d'échange d'information, les bibliothèques et centres de documentation spécialisés, etc. Mais que l'on parvienne à l'information directement ou indirectement, qu'elle soit écrite ou numérisée, publiée ou non, toute donnée récoltée, toute information concluante obtenue, ainsi que tout résultat d'analyse contribuent, d'une manière ou d'une autre, à la prise de décision.

Le lien entre les sciences sociales et la prise de décision des organismes gouvernementaux en matière de problèmes sociaux et de développement des pays est évident et nécessaire. En effet, il n'y a aucun doute quant à l'utilité de l'information démographique, économique, éducationnelle, environnementale ou psychologique (par exemple) à l'action gouvernementale. L'information résultant des recherches en sciences sociales contribue à une meilleure connaissance de la nature et de la portée des problèmes sociaux, tout en fournissant un cadre de référence utile. Dans ce sens, si l'on souhaite solutionner les problèmes sociaux grâce à l'information et à la connaissance, le lien entre les organisations gouvernementales, non gouvernementales ou universitaires, ainsi que le développement de leur collaboration est d'une grande importance. La prise de décision est une tâche très complexe dans laquelle interviennent beaucoup de facteurs et qui demande un soutien tant multidisciplinaire qu'interdisciplinaire, incluant celui des sciences sociales.

ANTÉCÉDENTS

L'Institut de documentation et d'information scientifique et technique (IDICT) a été créé le 19 avril 1963 par la loi numéro 1107 de l'État cubain. Rattaché à la Commission nationale de l'Académie des sciences de Cuba (ACC), un de ses objectifs fondamentaux consistait à établir les bases de l'organisation d'un système d'information scientifique et technique.

Le 17 septembre 1976, le président du Conseil national des sciences et techniques émit la résolution numéro 2/76 portant création du Système national d'information scientifique et technique, dans laquelle on désigne l'IDICT comme organe principal du Système national d'information scientifique et technique (SNICT) et on établit l'organisation de filiales dans les différentes provinces du pays.

En 1984, la résolution numéro 16/84 de l'Académie des sciences désigne l'IDICT comme autorité de tutelle du SNICT. Et à partir de 1989, l'IDICT crée des comités d'information et de coordination qui regroupent des organismes de spécialisations connexes pouvant effectuer des travaux collectifs au bénéfice de tous. Parmi ceux-ci, citons :

- Le Comité de coopération pour l'information en sciences économiques (COSDE)
- Le Comité de coopération pour l'agriculture
- Le Comité de coopération pour l'industrie sidérotechnique
-

D'autres comités d'information chargés de coordonner les efforts des bibliothèques spécialisées ou des centres d'information dans divers domaines ont été créés par la suite.

DÉVELOPPEMENT

Durant le mois d'octobre 1995, après la création du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (CITMA), le Département du système national d'information de l'IDICT, sous le nom d'Institut d'information scientifique et technologique et en tant qu'organisme du CITMA, a convoqué une réunion de quelques centres d'information politique, sociale et économique. Certains de ces centres appartenaient aux organismes de l'administration de l'État. Cette réunion a établi le but poursuivi par l'IDICT : la création d'un groupe de travail dans le cadre du système national d'information (SNI) qui contribuerait au développement d'une meilleure disponibilité des ressources et des services informationnels nationaux existant dans le domaine. En outre, l'IDICT consolide la relation entre les différentes organisations de sciences sociales en promouvant l'établissement de projets de collaboration et d'alliances stratégiques, en stimulant la coopération et la coordination

d'efforts orientés vers une meilleure exploitation des ressources et en stimulant l'échange d'information et d'expériences entre les organisations. Cette réunion a également permis d'ébaucher les principales lignes de travail du comité en tant que sous-système du Système national d'information de Cuba (SSNIC), dans le domaine des sciences sociales.

Le Comité de coordination de l'information politique et sociale (COIPS), dans lequel s'intègrent actuellement 30 organisations d'information ayant un profil thématique connexe et complémentaire dans le domaine des sciences sociales, a commencé ses activités par la désignation d'un organe de coordination et la création de plusieurs groupes de travail.

BUT DU COIPS

Le but central du COIPS était

1. la création d'un instrument favorisant le développement de la coopération entre les centres de documentation universitaires et de recherche spécialisés dans les différents domaines des sciences sociales et les bibliothèques des organismes gouvernementaux ;
2. l'obtention de la plus grande disponibilité et du plus large accès possible à l'information et à la connaissance nécessaires à la prise de décision, en considérant que les bibliothèques jouent un rôle fondamental au titre de l'accès permanent à l'information et à la connaissance, que le citoyen est le centre d'intérêt prioritaire de la "société de l'information" et que l'information politique, économique et sociale est primordiale pour le développement économique et social des pays.

À cet effet, les actions suivantes ont été identifiées :

1. Promouvoir des activités de coopération entre les institutions nationales
2. Concentrer le travail sur les priorités sociales du pays
3. Identifier les secteurs problématiques ou les difficultés qu'éprouvent les organisations face aux nouvelles conditions de la société de l'information et leur proposer des solutions
4. Promouvoir l'application des nouvelles technologies
5. Diffuser largement l'information présente dans les différents centres d'information spécialisés du pays
6. Faciliter l'accès à l'information par l'intermédiaire des produits et services informationnels des nouvelles technologies .

Le Comité devrait

1. Identifier les besoins en information des organisations gouvernementales en matière politique, économique et sociale, lesquels exigent des efforts collectifs ;
2. Promouvoir l'application et le développement des nouvelles technologies de l'information en fonction des besoins en information du pays dans le domaine du travail ;
3. Promouvoir l'évolution des centres existants vers des centres d'information multimédia ;
4. Contribuer à la formation permanente de ses membres ;
5. Promouvoir la réalisation de projets de recherche et de développement des services et produits informationnels dans la sphère politique, économique et sociale.

Les centres devraient

1. Collaborer pour développer des tâches d'incidence sociale ;
2. Éviter le double emploi des tâches dans des secteurs connexes en travaillant de manière coordonnée ;
3. Collaborer efficacement pour donner l'accès à l'information politique, économique et sociale traitées.

Membres

Les organisations dont les centres d'information et les bibliothèques qui font actuellement partie du Comité peuvent être divisées en trois groupes :

- Gouvernementaux, visant à la prise de décisions (G)
- Non gouvernementaux (NG)
- Universitaires (AC)
 1. Assemblée nationale du pouvoir populaire (G)
 2. Banque centrale de Cuba (G)
 3. Ministère de la Culture (G)
 4. Ministère des Relations extérieures (G)
 5. Ministère l'Économie et de la Planification (G)
 6. Ministère des Finances et des Prix (G)
 7. Ministère de la Justice (G)
 8. Centre d'information du Tribunal suprême populaire (G)
 9. Ministère du Commerce (G)
 10. Association extérieure par l'unité de notre Amérique (NG)
 11. Centre d'étude de l'Europe (NG)
 12. Centre d'étude sur l'Afrique et le Moyen-Orient (NG)
 13. Centre d'étude sur l'Amérique (NG)
 14. Centre d'étude sur l'Asie et Océanie (NG)
 15. Centre d'étude sur les Etats-Unis (NG)
 16. Centre d'information pour la presse (NG)
 17. Centre de recherches psychologiques et sociologiques
 18. Bureau de consultants CANEC (NG)
 19. Fédération des femmes cubaines (NG)
 20. Mouvement cubain par la paix et la souveraineté des peuples (NG)
 21. Bibliothèque centrale de l'Université de La Havane (AC)
 22. Centre d'études sur les techniques de direction (AC)
 23. Centre d'information de l'Institut de philosophie de l'Université de La Havane (AC)
 24. Centre d'information sur le tourisme (AC)
 25. Centre d'information et d'instruction informatique pour les avocats (AC)
 26. Institut d'histoire de Cuba (AC)
 27. Institut supérieur de relations internationales (AC)
 28. Centre d'études des migrations, Université de La Havane (CEMI) (AC)
 29. Centre de recherches psychologiques et sociologiques (CIPS) (AC)
 30. Centre d'étude Martiennes (AC)

POTENTIEL INFORMATIF

Pour donner une idée de l'information proposée par les centres du COIPS, voici quelques collections et bases de données actuellement développées dans les organisations qui font parties du Comité :

- Bibliothèque centrale de l'Université de La Havane
En sciences sociales, plus de 30 000 titres de volumes
et 1128 périodiques
- Centre d'études sur l'Europe
Plus de 14 500 publications sur l'Europe
- Centre d'études sur l'Amérique
Information sur Cuba des années 1988 à 1998
- Ministère des Relations extérieures
Chronologie des relations extérieures de Cuba
24 000 livres de sciences sociales
- Institut supérieur de relations internationales
25 000 titres d'articles de revues sur les relations et la politique internationales
- Assemblée nationale
Plus de 4000 documents parlementaires
« La Gazette officielle » depuis 1902

Enfin, voici une énumération des différents thèmes sur lesquelles travaillent les différents centres du COIPS : finances, économie, planification, législation, droit, tourisme, politique extérieure, commerce extérieur, paix et souveraineté, problématique des femmes, psychologie et sociologie, environnement, techniques de direction, philosophie, histoire de Cuba.

ACTIVITÉS DU COIPS

Les activités du Comité ont été conçus de la manière suivante :

- Des réunions périodiques ont été planifiées dans les différents centres participants, permettant ainsi une connaissance mutuelle de l'information disponible et des produits et services. Lors de chaque réunion, les centres hôtes présentaient les services et les produits spécifiques nouvellement développés et les mettaient à la disposition des centres invités.
- Lors des réunions étaient organisés, entre autre, des conférences magistrales sur des sujets nouveaux ou des exposés sur des systèmes et modèles de pointe. L'organisation des différents réseaux visant le développement professionnel du personnel a aussi été abordée.
- Enfin, ces réunions, en permettant l'identification des besoins des différents centres, ont mené à des programmes de collaboration et à des alliances stratégiques.

Parmi les activités organisées par le Comité , les suivantes méritent d'être soulignées :

- Identification du potentiel en information des organisations et des secteurs problématiques ou des difficultés rencontrées grâce à des enquêtes et des entrevues *in situ*.
- Création d'un annuaire des établissements mis à jour de façon périodique.
- Recensement des logiciels utilisés dans les centres pour le développement des bases de données et d'autres produits
- Recommandations sur l'application des logiciels et sur la conception de bases de données de la part des spécialistes de l'IDICT
- Présentation de logiciels et de bases de données développés par les organismes centraux
- Conversion de systèmes de bases de données vers des systèmes actualisés grâce aux conseils du personnel technique spécialisé de l'IDICT
- Collaboration bilatérale pour faire face aux besoins et aux problèmes vécus par les centres
- Promotion d'activités dans la spécialité
- Participation et coopération collective des centres lors de rencontres internationales permettant la promotion de leurs services et produits
- Présentation aux organisations des directives nationales du SNI
- Conseils pour l'application des modèles statistiques de transfert des données à la SNI
- Cours de gestion de l'administration destinés au personnel des centres
- Échange d'information par voie électronique.

Ces activités ont permis d'augmenter l'impact social des centres grâce à l'extension de la diffusion de l'information spécialisée gouvernementale et technique. Elles ont aussi permis le partage de la connaissance produite en sciences sociales en contribuant à la création d'une nouvelle connaissance qui a une influence sur le développement socio-économique.

Plus récemment, grâce au programme national d'informatisation de la société cubaine, l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication s'est beaucoup étendue à la sphère de l'administration publique, aux organisations patronales ainsi qu'aux centres universitaires d'éducation et de recherche.

CONCLUSION

Cette expérience a été un grand succès comme le prouve l'intégration et la collaboration entre les centres du réseau.. Cet acquis constitue un bénéfice pour les institutions gouvernementales mais aussi pour les autres organisations.

La réalisation du vaste réseau d'échange d'expériences entre les centres est une deuxième preuve de notre succès. Partager et trouver des solutions à des problèmes communs, comparer des modèles d'organisation, d'activité et de services, l'établissement d'alliances stratégiques entre les centres et leurs programmes, tout cela visait à approfondir la connaissance des usagers.

Lorsque le COIPS est apparu, nous surveillons l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication, des NTIC, dans le maniement et le transfert de l'information. Bien que nous ne disposions pas encore d'une infrastructure technologique suffisante et adéquate, il était indispensable de travailler à la coordination des centres et de considérer cet effort comme une action stratégique obligée. En effet, elle allait favoriser, dans le contexte actuel de l'introduction et du développement des NTIC, la possibilité d'un travail efficace au titre de la visibilité des centres dans le Web ainsi qu'un plus large accès à l'information et à la connaissance de ces centres du domaine des sciences sociales.

Enfin, lors du récent Congrès international d'information organisé par l'IDICT (INFO 06, tenu à La Havane en avril dernier), on a présenté le projet du Réseau cubain des sciences, grâce auquel on peut accéder de manière intégrale à des bases données, à des bibliothèques numériques ainsi qu'à d'autres sites scientifiques de tous les pays et de tous les domaines de la connaissance.

PUBLICATIONS CONSULTÉES

ALONSO BECERRA, Beatriz (2006) – *Un aporte a la sociedad del conocimiento; primeras aplicaciones de la Red Cubana de Ciencias. Conferencia presentada en el Congreso INFO 06.* – La Habana, abril 2006.

GROLIER, Eric de (1980) – *Organización de los sistemas de información de los públicos.* París : UNESCO.

SANTOS RIVERAS, América (2006) – *Cuba: construyendo la sociedad del conocimiento. Conferencia presentada en el Congreso INFO 06.* La Habana, abril 2006.

UNESCO (1997) – *Informe mundial sobre la información 1997/1998.* – París, UNESCO.

UNESCO (1999) – *World Social Science Report 1999.* – Paris, UNESCO.